

« Tendances »

Washington veut détruire la Syrie pour compenser la perte de l'Égypte

Des preuves sur l'implication du Courant du Futur dans les incidents en Syrie / Le Washington Post publie une carte des supposés emplacements militaires du Hezbollah / Libye, Yémen, Bahreïn : le sale jeu états-unien / Discours du président Bachar el-Assad.

4 AVRIL 2011

Depuis
Beyrouth
(Liban)

Pays
● Liban
● Syrie



La tendance générale

Le plan états-unien : détruire la Syrie pour compenser la perte de l'Égypte

La conspiration contre la Syrie s'inscrit dans le cadre d'une nouvelle stratégie états-unienne imaginée dans le but de s'adapter et d'exploiter les changements survenus dans le monde arabe. Washington a mis en œuvre ce plan visant à affaiblir la Syrie et à la plonger, si possible, dans le chaos, sous prétexte d'appuyer des réformes, alors qu'en Arabie saoudite et à Bahreïn, les appels aux réformes sont ignorés et la répression est passée sous silence.

En Égypte, les États-Unis ont essuyé une grave perte et subi une grande déception avec la chute du président Hosni Moubarak et du général Omar Sleiman, en qui Washington plaçait tous ses espoirs pour diriger le régime après la révolution dans un souci de continuité au niveau de la politique étrangère et des engagements envers Israël.

L'élan du peuple égyptien a pulvérisé le plafond sous lequel les États-Uniens souhaitaient maintenir la révolution du 25 janvier. Et même s'ils continuent de disposer d'une importante influence au sein du Conseil militaire suprême, à travers, entre autres, le chef d'état-major Sami Annan, les stratèges et les décideurs US ont estimé que les dynamiques libérées en Égypte constituaient un grave danger et risquaient d'initier des changements existentiels pour l'État hébreu, surtout si le nouveau pouvoir égyptien décidait de se rapprocher de la Syrie et de s'éloigner des accords de Camp David.

La riposte états-unienne s'est alors articulée autour deux axes :

- ▶ 1. Renforcer et protéger contre tout mouvement de contestation le régime saoudien, qui constitue le dernier pilier de l'« axe arabe modéré ». Cette décision s'est concrétisée dans la couverture totale apportée à l'occupation de Bahreïn par des troupes saoudienne et d'autres pays du Golfe, afin d'écraser la révolte dans ce petit archipel de 750 km², dont la population réclame l'instauration d'une monarchie constitutionnelle.
- ▶ 2. Après avoir stabilisé la situation à Bahreïn et au Yémen, les États-Unis se sont tournés vers la Syrie. Affaiblir la Syrie permet, en effet, de fixer des limites au changement qui s'opère en Égypte, oblige le nouveau pouvoir au Caire à rester confiné dans le cadre étroit des accords de Camp David et modifie le rapport de force régional dissuasif établi par l'axe anti-impérialiste. Les fortes pressions exercées sur la Syrie visent donc à affaiblir le régime de telle sorte à le jeter dans les bras des États-Unis et de l'Arabie saoudite.

Il va sans dire que tout affaiblissement de la Syrie réduit l'efficacité du rôle iranien dans le conflit israélo-arabe, pour des raisons stratégiques et géographiques, et aura une influence directe sur les changements intervenus dans la politique de la Turquie, qui s'est articulée ces cinq dernières années sur un partenariat avec la Syrie, qui forme le noyau d'un axe régional duquel est exclu Israël. Or l'objectif stratégique des États-Unis est de former un système régional dont le cœur et le moteur seraient l'État hébreu. Damas avait fortement contribué à faire échec à ce plan dont le premier acte était l'invasion de l'Irak.

C'est pour toutes ces raisons que Washington fait preuve d'un grand enthousiasme à l'égard du mouvement de réformes en Syrie et lui assure un soutien à travers un dispositif politique, médiatique et sécuritaire fourni par un réseau régional saoudo-libano-jordanien, qui anime des groupes et des personnalités syriennes, connus pour leurs liens avec les États-Unis et d'autres pays occidentaux.

Le combat pour le contrôle de la Syrie a toujours été le principal enjeu des offensives impérialistes et colonialistes. Et les États-Unis, qui dirigent depuis 40 ans avec Israël, l'offensive impérialiste contemporaine, connaissent bien cette réalité stratégique. Cette fois, ils mènent leur combat contre le président Bachar el-Assad d'une manière directe, avec des outils et des forces qui leur sont totalement inféodées.

Il s'agit d'un combat entre le projet d'Assad, visant à instaurer un Orient arabe réellement indépendant, et un Proche-Orient sous hégémonie israélienne ; d'une lutte entre Assad et Obama sur l'Égypte et ses orientations à venir à l'égard de la Palestine et d'Israël.

La tendance au Liban

Des preuves sur l'implication du Courant du Futur dans les incidents en Syrie

Le Courant du Futur et son chef, le Premier ministre sortant, Saad Hariri, ont démenti les informations sur leur implication dans les incidents qui secouent la Syrie. Pourtant, de nombreux éléments confirment leur rôle dans le plan de déstabilisation de ce pays :

- ▶ 1. Il suffit de suivre les médias audiovisuels et électroniques du

Courant du Futur pour réaliser à quel point le parti de Saad Hariri soutient les mouvements de protestation en Syrie et couve les opposants syriens installés à l'étranger. L'enthousiasme affiché par les présentateurs et les animateurs de ces médias a atteint un tel degré qu'ils n'hésitent plus à inciter les Syriens au soulèvement et à exagérer les faits. Avec un peu d'objectivité, on ne peut qu'en déduire que le propriétaire de ces médias joue un rôle dans les incidents en Syrie, surtout qui ni Saad Hariri ni son parti, qui évoluent sous le plafond de l'Arabie saoudite, ne sont connus pour leur attachement à la démocratie.

La décision de s'ingérer dans les événements en Syrie pour encourager les manifestations concerne tout un empire médiatique mobilisé ces derniers mois sur les questions internes syriennes d'une manière encore plus marquée qu'en 2005. Il s'agit des télévisions libanaises MTV et FTV, des chaînes satellitaires FTV al-Ikhbariya, Al-Arabiya, de Radio Orient, des quotidiens *Al-Moustaqbal* et *An-Nahar*, des sites électroniques *NowLebanon*, *LebanonFiles* et *Beirut Observer*, ainsi que du site des Forces libanaises de Samir Geagea.

► 2. Il n'est un secret pour personne que Saad Hariri entretient d'étroites relations avec des groupes d'opposition et des personnalités dissidentes syriennes installées à l'étranger. Il fournit à ces milieux depuis des années un financement et d'autres facilités, ainsi qu'un abri au Liban même. Parmi ces personnalités, on peut nommer l'ancien vice-président Abdel Halim Khaddam, l'ancien député Maamoum Homsî, qui a habité au Liban entre 2005 et 2010. Selon des informations sûres, le député Jamal Jarrah, membre du bloc parlementaire de Saad Hariri, s'est récemment rendu à Paris pour rencontrer M. Khaddam. Par ailleurs, des groupes libanais et syriens, liés à Ribal el-Assad, fils de Rifaat el-Assad, se sont implantés dans le Nord du Liban, non loin de la frontière syrienne. Lorsque les partisans de l'ancienne opposition libanaise avaient pris le contrôle de Beyrouth, le 7 mai 2007, l'ambassadeur saoudien de l'époque, Abdel Aziz Khoja, avait évacué par voie de mer quelque 250 personnes, des opposants syriens en majorité, mais aussi des agents des services de renseignement saoudiens chargés des contacts avec l'opposition syrienne.

► 3. Le Courant du Futur a tenté de recruter des ouvriers syriens au Liban pour les convaincre de manifester, moyennant sommes d'argent, contre le régime syrien. Il a aussi encouragé ceux d'entre eux qui sont originaires de Deraa à rentrer chez eux pour participer au mouvement de contestation. Certains de ceux qui ont été approchés ont témoigné devant des journalistes. Ensuite, les miliciens du Courant du Futur, dirigé par un général à la retraite de la famille al-Jamal, ont attaqué des ressortissants syriens qui manifestaient en faveur du président Bachar el-Assad à Beyrouth. L'un des manifestants a été blessé par balle. Par ailleurs, Mohammad Kabbara et Khaled Daher, deux députés extrémistes du Liban-Nord, membres du bloc Hariri, ont tenté d'organiser une manifestation hostile à Assad à Tripoli. Un tract a été distribué à cet effet mais pas une personne n'est venue à la manifestation.

L'ambassade de Syrie à Beyrouth a consigné les témoignages d'un grand nombre de ressortissants syriens qui ont affirmé avoir été incités, par la menace ou l'argent, à participer à des activités contre le régime. L'ambassade a transmis certaines plaintes au ministère libanais de l'Intérieur.

► 4. Les milieux de Saad Hariri ont fait circuler une nouvelle la semaine dernière dans un quotidien koweïtien, selon laquelle il serait reconduit au poste de Premier ministre ou que son gouvernement serait renfloué. Ces milieux pensaient que l'Arabie saoudite conclurait un marchandage avec Damas : le retour de Hariri au pouvoir en contrepartie de l'arrêt des ingérences saoudiennes en Syrie. Un marché que Damas n'est pas prêt d'accepter, car sous la pression et les intimidations, la Syrie n'a jamais rien cédé. Les États-Unis devraient être les premiers à le savoir pour avoir essayé, par tous les moyens pendant ces dernières années, d'obtenir la fin du soutien syrien au Hezbollah et aux mouvements palestiniens, même sous la menace du renversement du régime, du bombardement de certains sites, ou de l'invasion du pays. C'était peine perdue.

Déclarations et prises de positions

Michel Aoun, principal leader chrétien, allié du Hezbollah

« L'accord de Taëf stipule que 50 % du gouvernement et du Parlement reviennent aux chrétiens, mais les chrétiens n'ont pas désigné une seule fois leurs ministres. Ces derniers relevaient toujours de factions éparses. Aujourd'hui, les chrétiens se trouvent au sein d'un seul bloc opposant, mais ils essayent de les disperser, et c'est dans ce but qu'ils ont inventé le centrisme. Ce que les chrétiens avaient perdu leur sera restitué. Ils ont droit à 50 % du gouvernement, cela signifie qu'ils doivent obtenir 50 % du gouvernement. Il ne faut pas répartir les portefeuilles suivant les volontés de tel ou untel (...). Ces droits ne sont pas à moi, ils concernent tous les chrétiens. Ils ne concernent pas le CPL ou les maronites, mais aussi les grecs-catholiques, les Arméniens, les Marada et les aounistes. Ces derniers ne forment pas un seul parti, mais ils représentent les chrétiens parmi les ministres. Ziyad Baroud ne peut pas être ministre de l'Intérieur actuellement car sa gouvernance a été mauvaise. Nous ne pouvons pas réitérer la même expérience trois autres années. Nous sommes à deux années des élections législatives, et nous ne pouvons pas recommencer la même expérience. Mille millions de dollars sont passés par les barrages de l'État, de la Sécurité générale, du service de renseignement des FSI, de la police judiciaire et des renseignements de l'armée, et nul ne les a saisis. Cela ne se répétera pas en 2013. »

Samir Geagea, leader chrétien, allié de Saad Hariri

« Le général Michel Aoun ne cherche en rien à défendre le droit des chrétiens, mais essaie plutôt d'arracher la plus grosse part du gâteau pour pouvoir continuer à courir derrière son rôle perdu (...) Tout ce que le 8-Mars (Le Hezbollah et ses alliés, ndlr) sait faire, c'est critiquer les autres et leur inventer des tares, alors qu'il ne possède aucun programme politique pour le Liban étant donné qu'il n'est que la somme de tous ceux que la fin de la tutelle syrienne a lésés. Pour la première fois, ils ont eu quelque chose en commun : la formation d'un gouvernement. Or cela fait plus de deux mois qu'ils n'y arrivent pas. »

Presse

As Safir (Quotidien libanais proche de la nouvelle majorité, 30 mars 2011)

Le *Washington Post* a publié une carte qui, selon des responsables militaires israéliens, montre les bunkers, les caches d'armes et les postes de surveillance du Hezbollah au Sud du Liban. Cependant, cette carte n'est que celle de tous les villages du Sud. Fournie par un responsable israélien de la sécurité au quotidien

états-unien, cette carte montre la présence d'environ 550 bunkers, 300 postes d'observations et 100 autres installations qui appartiendraient, selon l'État hébreu, au Hezbollah. Selon la carte, les installations d'entrepôt d'armes sont situées à proximité de centres médicaux et d'écoles. L'un des bunkers serait situé dans une mosquée. Le quotidien a affirmé que « *l'armée israélienne tente, via la publication de cette carte, d'anticiper la critique internationale dans une possible future offensive contre les sites mentionnés, beaucoup d'entre eux étant localisés dans des villages résidentiels, à côté d'hôpitaux, d'écoles et même d'habitations civiles* ». Le quotidien a rapporté, citant un officier supérieur israélien, que « *l'intérêt d'Israël est de montrer au monde que le Hezbollah a transformé ces villages en zones de combat.* »

As Safir (1er avril 2011)

Imad Marmal

Ziyad Baroud risque d'être la principale victime du bras de fer qui oppose le président de la République Michel Sleiman au leader du Courant patriotique libre Michel Aoun, autour du portefeuille de l'Intérieur. Pris entre deux feux, le ministre sortant de l'Intérieur a préféré jusqu'à présent adopter un profil bas et se murer dans le silence. Cependant, ce silence ne durera pas longtemps, préviennent des sources proches du ministre : si la campagne de diffamation lancée contre lui se poursuit, Baroud n'hésitera pas à ouvrir les dossiers des violations commises par un grand nombre de ceux qui font la morale. Baroud a en effet eu affaire, au sein de son ministère, à de nombreux dossiers qui laissent planer de sérieux soupçons sur l'intégrité politique d'une grande partie de ses détracteurs actuels.

As Safir (1er avril 2011)

Sateh Nouredine

Israël a adressé au Liban, via le *Washington Post*, sa menace la plus claire à ce jour, disant qu'il est désormais prêt à reprendre la guerre contre le Liban. Les Israéliens ont même défini les cibles directes de cette guerre —930 positions du Hezbollah au Nord et au Sud du Litani, selon une carte publiée pour la première fois—. Le tout fait partie d'une campagne préventive pour éviter toute possible critique internationale des éventuelles frappes contre ces objectifs. D'ailleurs, le recours au *Washington Post* a tout l'air d'une question adressée aux États-Unis : est-ce le bon moment pour régler les comptes avec le Liban ?

Il y a quelque temps, les Israéliens ont commencé à répéter que les circonstances politiques étaient désormais propices à une nouvelle frappe contre le Hezbollah, dont l'influence intérieure a pris de l'ampleur après le renversement du gouvernement du président Saad Hariri —ce qui apporte de l'eau au moulin de la Syrie et de l'Iran—. Toutefois, les révolutions arabes en Tunisie, en Égypte, au Yémen et au Bahreïn ont différé ce débat théorique suite à un conseil états-unien.

Mais maintenant, la tempête a gagné la Syrie, ce qui a eu pour effet de modifier ce débat israélo-américain. Ces deux dernières semaines, les Israéliens ont à maintes reprises argué que la guerre s'approchait sur leur front nord et que c'est Israël qui doit en fixer l'heure H au lieu d'attendre une décision du Hezbollah de jeter la première étincelle au Liban-Sud pour détourner les regards de la crise intérieure du régime en Syrie.

As Safir (28 mars 2011)

Nabil Haitham

Le 17 janvier 2011, le procureur du TSL Daniel Bellemare a soumis l'acte d'accusation au juge de la mise en état Daniel

Fransen. Le 11 mars, Bellemare a annoncé avoir remis à Fransen « un acte d'accusation modifié ». Que s'est-il passé entre le 17 janvier et le 11 mars ? Bellemare a-t-il retiré son acte d'accusation, ou est-ce Fransen qui le lui a renvoyé en le jugeant insuffisant ?

Un diplomate européen assure que Bellemare n'a pas retiré l'acte d'accusation, et que Fransen n'a pas été convaincu par son contenu et par les preuves fournies à l'appui. Il l'a donc renvoyé à Bellemare, qui lui a par la suite soumis un acte d'accusation modifié.

Pourquoi la nouvelle n'a-t-elle pas été rendue publique ? À cause des pressions états-uniennes, afin que l'annonce d'une telle nouvelle ne se répercute pas négativement sur les alliés de Washington au Liban, d'autant que le renvoi de l'acte d'accusation a eu lieu quelques jours avant le meeting des forces du 14-Mars sur la Place des martyrs, le 13 mars.

An Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Abdel Karim Abou Nasr

Selon un rapport diplomatique européen, le régime syrien se comporte comme s'il n'était pas menacé par le mouvement de contestation. La stratégie adoptée par le président Assad pour protéger le régime et renforcer sa position régionale et internationale se résume aux points suivants :

► L'alliance avec l'Iran est prioritaire. Le président Assad mise sur la capacité de l'Iran à remporter le bras de fer avec la communauté internationale et à se transformer en puissance nucléaire, ce qui renforcerait son statut et celui de ses alliés.

► Le régime syrien adopte une double approche par rapport à Israël : D'une part il soutient les luttes armées contre Israël en dehors de la Syrie (au Liban et en Palestine), et opte d'autre part pour le règlement pacifique du problème du Golan, à travers les négociations directes ou indirectes.

► Il refuse de traiter avec l'autorité nationale palestinienne comme étant la représentante légitime des Palestiniens. Il tente de barrer la voie aux efforts arabes pour la réconciliation inter-palestinienne et soutient les plans du Hamas pour maintenir sa mainmise sur Gaza. Il compte ainsi utiliser la « *carte palestinienne* » pour renforcer sa position de négociation face à Israël et Washington.

► Depuis l'invasion de l'Irak, il tente de se construire un rôle important en Irak.

► Il traite avec le Liban comme un pays à « *souveraineté partielle* » qui jouit d'une « *indépendance relative* ». Il considère que « *l'attachement* » au Liban permet à la Syrie de renforcer son rôle régional. Cela peut se réaliser à travers l'appui au Hezbollah et à ses alliés. Il offre donc un soutien militaire et politique au Hezbollah et veille à ce que le parti conserve ses armes et le pouvoir de décider de la confrontation avec Israël. Parallèlement, il tente d'affaiblir les indépendantistes, de saboter l'action du TSL et de réduire le soutien arabo-international à un Liban souverain et indépendant.

► Assad brandit le slogan de la « *résistance* », mais il n'est pas en réalité opposé aux États-Unis ou aux pays occidentaux. Il tente depuis des années de conclure un marché avec l'administration US et d'autres gouvernements occidentaux pour assurer des gains politiques et stratégiques au régime et renforcer son influence au Liban et dans la région.

Une source diplomatique européenne indique que la « *stratégie de la résistance* » adoptée par Assad ne lui a pas assuré des gains politiques, stratégiques et économiques et n'a pas permis d'améliorer les conditions de vie des Syriens. Elle n'a pas pu

empêcher les mouvements de protestation en Syrie, mais a fait du régime syrien l'allié des forces extrémistes dans la région et l'a mis dans un état de confrontation potentielle avec d'importants pays arabes et étrangers.

Al Akhbar (Quotidien libanais proche de la nouvelle majorité, 1er avril 2011)

Le directeur général des Forces de sécurité intérieure (FSI), le général Achraf Rifi, a appelé les ravisseurs des sept Estoniens à se rendre aux autorités, tandis que sur le terrain, les recherches n'ont toujours pas donné de résultats satisfaisants.

Les informations que détiennent les différents services de sécurité, plus d'un groupe ont pris part au rapt des Estoniens au profit d'une partie inconnue. Il s'agirait de groupes qui ont participé d'une façon ou d'une autre à cette opération, mais qui ne seraient pas liés les uns aux autres.

D'autres informations sécuritaires rapportent les conclusions suivantes, au sujet d'un scénario selon lequel plusieurs groupes seraient impliqués dans ce rapt : le premier groupe a enlevé les otages et les a sortis de la région de Zahlé en direction des abords de Majdel Anjar ; le deuxième groupe a transféré les otages de cet endroit vers un autre inconnu (en laissant une trace : le minibus, mais il s'agit probablement d'un piège tendu aux forces de l'ordre pour qu'elles concentrent leurs recherches sur cette zone ; le troisième groupe s'est occupé du soutien logistique.

Des sources de sécurité redoutent que les sept otages n'aient été transférés vers un endroit loin de la Békaa centrale et de la Békaa ouest : *« Les sept ont des précédents en Estonie. Les services de renseignement de leur pays nous l'ont indiqué. Il existe donc beaucoup de suspicions à propos de cette opération depuis leur arrivée à l'aéroport de Beyrouth avant qu'ils ne se rendent en Syrie et ne rentrent par la suite au Liban. Nous avons interrogé une Estonienne qui n'a pas pris part au voyage en Syrie, et elle a quitté le Liban, alors que le 9e Estonien a disparu sans laisser de traces. »*

Al Akhbar (1er avril 2011)

Paris, Bassam Tayyara

Le cas syrien plonge les cercles de décision en France dans la confusion pour diverses raisons, la plus importante ayant trait aux répercussions de la situation en Syrie sur la situation au Liban *« déjà bien complexe »*, selon une source proche des hautes sphères du pouvoir. D'autres facteurs concernent purement les relations syro-françaises, qui sont sur une pente ascendante depuis trois ans sous l'impulsion du président Nicolas Sarkozy, accusé par certaines parties d'avoir *« sorti Damas de son isolement »*. Selon cette source, les milieux français se posent la question suivante : *« Le régime syrien dispose-t-il d'une véritable stratégie de sortie, ou est-il en train de tergiverser ? »*

À la question de savoir *« comment la France perçoit la sortie de crise pour le régime »*, cette source a répondu : la France a intérêt à ce qu'il y ait un régime stable qui répond aux attentes des nouvelles générations, à condition qu'il ne s'appuie pas sur la terreur pour imposer son autorité. Cette source refuse de considérer que les dés sont jetés pour le régime d'Assad : la réforme est possible *« à condition de ne pas attendre »* par crainte que la situation ne s'envenime ; le second, par contre, sera un scénario à l'iranienne, donc une action militaire *« qui pourrait conduire à la même situation qu'en Libye »* ou *« qui aurait pour effet de reporter un dénouement inévitable »*.

L'Orient-Le Jour (Quotidien libanais francophone proche du 14-Mars, 1er avril 2011)

Cinq membres du mouvement intégriste sunnite palestinien, Fateh el-Islam, ont été blessés dans le camp palestinien d'Aïn el-Héloué, suite à un incident armé. Parmi les blessés, figure le coordonnateur du groupe, Oussama Chéhabi, surnommé Abou Zahra. Ce dernier, qui a trouvé refuge dans le camp palestinien d'Aïn el-Héloué, est recherché par la justice. La peine de mort a été requise contre lui par contumace, en juillet 2010, pour avoir participé à l'attentat manqué contre le lieutenant-colonel Samir Chéhadé, ancien chef des services de renseignement des Forces de sécurité intérieure (FSI), en 2006, et pour sa participation à l'attentat de Bahsas à Tripoli, en septembre 2008.

Le chef du commandement du Fateh à Aïn el-Héloué, Mounir Makdah, a qualifié la situation de « *tendue* ». Il a affirmé que l'incident est survenu après la tentative des membres de Fateh el-Islam de se faufiler à l'extérieur du camp, pour mener un acte terroriste. Il a également observé, concernant Oussam Chéhabi, que ce dernier n'est pas visible dans le camp depuis une certaine période.

L'Orient-Le Jour (1er avril 2011)

Expatriés de leur pays par les guerres intestines souvent sanglantes, les Libanais de Côte d'Ivoire vivent un drame avec le durcissement du conflit armé Ouattara-Gbagbo. Les rebelles, qui accusent le Liban officiel, le ministère des Affaires étrangères notamment, de complicité avec le président illégitime (Gbagbo), leur mènent une vie très dure, les agressent parfois physiquement et détruisent leurs entreprises.

Personne ne les aide et le ministère libanais des AE s'est déchargé de cette mission en demandant notamment aux Français de leur prêter main forte. Ce que les Français ont fait dans plusieurs cas, là où il le pouvaient.

Ce sont de véritables appels au secours que la colonie libanaise lance tous azimuts à travers notamment des appels téléphoniques aux chaînes de télévision libanaises pour que leur SOS soit relayé auprès des responsables. Mais rien n'y fait. En effet, plusieurs témoignages font état d'exactions physiques contre des compatriotes dont beaucoup se sont réfugiés dans les centres de l'Onu, à l'ambassade de France ou dans les locaux d'autres chancelleries. Mais point d'aide active de la part des autorités libanaises, selon ces témoignages, malgré leurs réclamations répétées auprès de notre ambassade sur place.

Face à cette détérioration rapide de la situation, la panique gagne la diaspora libanaise de Côte d'Ivoire. « *Une population estimée à 100 000 personnes* », selon l'ambassadeur Ali Ajami. « *Depuis le début des événements, 6 000 Libanais sont rentrés au pays, observe-t-il. Mais depuis trois jours, nombreux sont ceux qui veulent rentrer au plus vite au Liban.* »

L'Orient-Le Jour (31 mars 2011)

Le camp du 8-Mars a introduit un nouvel élément dans ses accusations contre le 14-Mars : celui d'être l'un des instigateurs des troubles en Syrie. Du coup, la polémique entre les deux parties adverses a repris de plus belle, sur fond de manifestations d'appui au président syrien, Bachar el-Assad, organisées dans certaines localités libanaises. En dépit du démenti officiel syrien sur un éventuel rôle libanais dans les événements en Syrie, M. Kassem Hachem, député du Baas prosyrien, et plusieurs autres pôles du 8-Mars ont continué d'affirmer le contraire. « *Certaines forces du 14-Mars s'activent à travers Internet et plus particulièrement Facebook pour inciter aux troubles dans les villes syriennes* », a-t-il dit, indiquant qu'« *un dossier documenté est en train d'être établi à ce sujet* ». Selon lui, ces documents

comportent des noms et « prouvent l'implication d'un service de sécurité dans les opérations d'incitation ». « De l'argent a été offert à des ouvriers syriens pour qu'ils participent aux manifestations en Syrie », a-t-il affirmé.

L'Orient-Le Jour (31 mars 2011)

Des sources citées par l'agence al-Markaziya ont indiqué qu'Israël a fait part à la Finul de son refus de toute tentative de plantation d'arbres sur les trottoirs de Adaïssé et Kfarkila, à la porte de Fatima, arguant du fait que ces deux points se trouvent le long de la ligne bleue et qu'ils font par conséquent l'objet d'un litige entre le Liban et Israël. Les sources en question ont précisé à ce propos que la Finul avait ordonné l'arrêt des travaux de plantation entamés par les employés municipaux en attendant de trouver une solution. Selon le site *Nowlebanon.com*, les employés seraient revenus à la charge et auraient planté les arbres sur le trottoir de Adaïsseh, après avoir reçu l'aval de l'Armée libanaise.

New York Times (28 mars 2011)

La poursuite des troubles en Syrie va mettre un terme aux rêves états-uniens de parvenir à un accord de paix dans la région. Bien qu'étant occupés par la guerre en Libye à laquelle ils participent avec leurs alliés, les États-Unis suivent de près ce qui se passe dans les autres pays arabes, notamment en Syrie. Des responsables américains ont déclaré que le soulèvement en Syrie est plus large que prévu et se déroule dans plusieurs régions du pays en mobilisant différents groupes religieux, dont les sunnites traditionnellement favorables au président Bachar el-Assad. L'ambassadeur des États-Unis à Damas Robert Ford conseille au président syrien de cesser de tirer sur le peuple. Tout en appuyant les demandes de changement exigées par le soulèvement syrien, les responsables US ne cachent pas leur inquiétude face aux développements dans ce pays d'autant que les problèmes en Syrie pourraient entraîner une déstabilisation dans les pays voisins comme le Liban et Israël. Pendant deux ans, le président Obama a tenté de pousser la Syrie à s'éloigner de l'Iran et à mener des négociations de paix avec Israël, ce qui lui a valu d'essuyer des critiques aux États-Unis de la part des républicains notamment qui considéraient que cette politique ne mènerait nulle part avec un des régimes les plus durs de la région. Mais maintenant, les responsables US craignent que les troubles en Syrie et en Jordanie n'augmentent l'isolement d'Israël, déjà bien dérangé par la chute du président égyptien Hosni Moubarak et qui vit dans l'angoisse que le nouveau régime en Égypte refuse de reconnaître l'accord de Camp David. Le cas syrien est le plus urgent à traiter, car il risque de poser un véritable problème à l'administration Obama si le président syrien continue de recourir à la répression. Des analystes estiment que l'administration hésitera à exercer de fortes pressions sur Assad de crainte que le régime ne soit remplacé par des islamistes. Mais un haut responsable, qui a requis l'anonymat, a estimé que l'avenir du président Assad est flou. Selon lui, il a perdu sa capacité d'être un partenaire de la paix, car son gouvernement n'est plus crédible devant son peuple. Mais le responsable a répété qu'il est impossible d'aboutir à une paix globale dans la région sans la Syrie.

Haaretz (Quotidien israélien, 27 mars 2011)

Zvi Bar'el

Il y a une voix que l'on n'entend pas dans tout le tumulte entourant les manifestations syriennes —celle d'Hassan Nasrallah—. L'homme, qui a encouragé le « *peuple arabe* » à se rebeller contre ses dirigeants corrompus et souhaité son succès,

est aujourd'hui silencieux. Il est muet alors que les flammes commencent à chatouiller le palais de Bachar el-Assad. C'est parce que Nasrallah, qui a réussi à lancer une révolution politique au Liban, risque de se retrouver sans parrain politique et peut-être d'être déconnecté de ses liens géographiques à l'Iran. Lorsqu'Hillary Clinton affirme que les États-Unis n'interviendront pas militairement en Syrie, elle l'explique par l'absence de consensus international. Pourtant Washington, Tel-Aviv et Ankara ont tous de très bonnes raisons de vouloir qu'Assad reste au pouvoir. Le président syrien s'est sensiblement rapproché des États-Unis, et il est considéré comme une soupape de sécurité contre une éventuelle attaque du Hezbollah contre Israël ou une invasion totale du Liban. La chute d'Assad pourrait porter un régime bancal, qui pourrait considérer la Turquie par exemple comme un allié indigne en raison de ses liens avec Assad et permette à l'Iran d'élargir son influence au Liban. Tout cela inquiète Washington, qui ne partage pas les craintes que peut avoir le Hezbollah, qui suppose que dans le cadre d'un scénario réaliste, les relations entre le Hezbollah et l'Iran se renforceraient. Si tel était le cas, les États-Unis pourraient jouer la carte du maintien de Bachar el-Assad au pouvoir à Damas en échange de réformes réclamées par les protestataires. Au nom de ses intérêts supérieurs, Washington pourrait même accepter un usage raisonnable, par le régime syrien, de la force pour mater la rébellion déstabilisatrice.

Zaman (Quotidien turc, 27 mars 2011)

Le Liban toujours troublé semble être à l'abri des révolutions qui sévissent dans le monde arabe. Un vide politique de plusieurs mois, un acte d'accusation sans cesse retardé, des protestations hebdomadaires contre le système confessionnel et une tension grandissante ; dans un contexte normal, un seul de ces événements suffirait à faire paralyser le pays, mais le Liban semble être immunisé. À Beyrouth, les rues restent animées. Mais ceci ressemble bougrement au calme avant la tempête, et cette tempête peut venir de partout. Le Liban se prépare un conflit communautaire entre sunnites et chiites. Le 8-Mars a fait sauter le gouvernement, pensant que l'acte d'accusation du TSL serait publié assez vite. Maintenant qu'il est d'autorité publique que l'acte ne sera pas publié aussi rapidement, le 8-Mars préfère gérer un vide politique plutôt qu'un gouvernement monochrome qui ne serait pas crédible aux yeux de la communauté internationale. Timur Göksel, expérimenté diplomate turc et ancien porte-parole de la FINUL, explique pourtant que le Premier ministre désigné Najib Mikati avait blindé le soutien régional de son futur gouvernement. Il n'a pas besoin de se précipiter. Il a reçu le soutien de Damas et de Riyad. S'il n'avait pas obtenu ces soutiens, il n'aurait de toute façon jamais accepté le poste. Göksel estime qu'un regain de violence est probable, notamment au vu de la rhétorique de plus en plus agressive de Saad Hariri. Les membres du Hezbollah estiment justement que ces attaques sont la part d'un complot de la communauté internationale.

La tendance dans le monde arabe

Libye, Yémen, Bahreïn : le sale jeu de Washington

De nombreux indices laissent croire que les États-Unis ont mis sur pied un plan global pour faire face aux révolutions dans le monde arabe qui s'articule autour d'une seule priorité : sauvegarder leurs intérêts et ceux d'Israël.

► 1. En Libye, il est désormais clair que Washington utilise

l'intervention armée à dose adéquate dans le but d'influencer la constitution d'un nouveau pouvoir. Celui-ci sera composé d'un mélange entre des figures du régime de Mouammar Kadhafi, encouragées à faire dissidence récemment, et d'anciens du régime qui sont entrés en rébellion dès le début de la contestation, notamment à Benghazi. Les déclarations des responsables états-uniens montrent que l'objectif est de créer un équilibre des forces sur le terrain afin de contraindre Kadhafi à la négociation, à travers des bombardements sur ses unités mieux armées, entraînées et organisées que les rebelles. Les aides militaires sont fournies à ces derniers au compte-gouttes, de manière à ne pas leur permettre de remporter la bataille, mais, en même temps, à les aider à résister aux attaques des forces loyalistes. Il apparaît de plus en plus que les forces des rebelles sont encadrées par des officiers des services de renseignement américains, britanniques et français. Des forces spéciales appartenant à ces pays mènent des opérations ciblées afin d'affaiblir les unités de Kadhafi à chaque fois que les rebelles sont en difficulté. Les correspondants de la presse étrangère affirment que ces derniers sont surtout habiles à poser pour les photographes et à vider leurs armes en l'air. Concernant leurs compétences militaires, beaucoup de points d'interrogation sont soulevés.

► 2. Le schéma au Yémen n'est pas très différent. L'Administration Obama a chargé son ambassadeur à Sanaa d'accueillir chez lui des représentants de l'opposition et du pouvoir pour tenter de trouver une issue à la crise. Il est clair que les États-Unis ont réparti leurs pions dans les deux camps afin d'être gagnants quels que soit l'issue de la confrontation. C'est ce qu'ils appellent une « *win-win situation* ».

L'attitude des États-Unis s'explique par le fait qu'ils disposent dans ce pays d'une présence militaire importante, sous prétexte de la lutte contre le terrorisme, qui constitue le noyau d'une présence à long terme, nécessaire pour surveiller et protéger les détroits maritimes stratégiques et être prêts à intervenir dans la Corne de l'Afrique.

La proximité géographique de l'Arabie saoudite, plus important exportateur de pétrole au monde, explique cet investissement états-unien au Yémen. Car toute guerre civile dans ce pays risque de déborder sur le royaume wahhabite.

► 3. La couverture politique et diplomatique assurée par les États-Unis à l'intervention militaire saoudienne à Bahreïn prouve que les déclarations de Washington sur la démocratie et les droits de l'homme ne sont que des mensonges. Pour étouffer la révolution bahreïnienne, une vaste campagne a été organisée pour accuser l'opposition dans ce pays d'être chiite, alors qu'à l'origine, elle est constituée de personnalités chiites et sunnites qui réclament l'instauration d'une monarchie constitutionnelle.

La peur de la contagion en Arabie saoudite et la crainte de voir ce pays déstabilisé expliquent, encore une fois, le silence des États-Unis, voire leur complicité, face à la répression sans pitié exercée sur l'opposition à Bahreïn.

Événements

Syrie

Le président syrien, Bachar el-Assad, a confié à un ministre, Adel Safar, la tâche de former un nouveau gouvernement. Safar était

ministre de l'Agriculture dans le gouvernement de Nadji al Otari, qui a démissionné cette semaine dans le contexte d'une vague de protestations contre le régime. Membre du parti Baas, Adel Safar, né en 1953, a étudié en Syrie et en France. Doyen de la faculté d'agriculture à l'Université de Damas de 1997 à 2000, il a été nommé ensuite à la tête de la branche du parti à l'université avant d'entrer au gouvernement. Le président Assad a par ailleurs ordonné la création d'une commission de juristes chargée d'examiner une levée de l'état d'urgence en vigueur depuis 1963. L'état d'urgence sera remplacé par une législation sur la lutte contre le terrorisme d'ici le 25 avril. La commission préparera une législation sur la protection de la sûreté de l'État et la dignité des citoyens ainsi que sur la lutte contre le terrorisme, ouvrant la voie à une levée de l'état d'urgence. D'autre part, les autorités syriennes vont ouvrir une enquête sur les morts de Deraa, dans le sud du pays, et de Lattaquié, dans le nord-ouest, ces deux dernières semaines. Cette commission a le droit de demander des informations ou des documents à n'importe quelle partie.

Extraits du discours du président Bachar el-Assad (Pour le texte complet en anglais, [voir ici](#))

« Une grande conspiration est orchestrée contre la Syrie. Nous ne voulons pas de batailles et le peuple syrien est pacifique mais nous n'hésiterons pas à défendre nos causes, nos intérêts et nos principes (...) Il y a eu une série de mesures qui ont été annoncées. Elles seront soumises à la discussion publique et au sein des institutions et il y en a d'autres liées au renforcement de l'unité nationale, à la lutte contre la corruption et la création d'emplois qui seront la priorité du nouveau gouvernement. Ceux qui sont opposés aux réformes sont les corrompus. Notre défi maintenant, c'est de définir la nature des réformes auxquelles nous voulons parvenir. Nous ne pouvons éviter les réformes car l'immobilisme détruit le pays. La Syrie traverse un moment exceptionnel qui apparaît comme un test de son unité. Cette conspiration est différente sur la forme et sur le moment choisi de ce qui se passe ailleurs dans le monde arabe. La Syrie n'est pas isolée de la région (...) mais nous ne sommes pas une copie des autres pays. Nous sommes totalement favorables à des réformes. C'est le devoir de l'État. Mais nous ne sommes pas favorables à des dissensions. La lutte contre la corruption et le chômage est une priorité du prochain gouvernement (...) Je sais que les Syriens attendent ce discours depuis la semaine dernière, mais je voulais attendre d'avoir une image complète de la situation afin d'éviter de tenir des propos émotionnels qui auraient peut-être apaisé les gens, mais n'auraient pas eu d'effet concret au moment où nos ennemis visent la Syrie. C'est un moment exceptionnel qui apparaît comme un test de notre unité. »

Walid Joublatt, leader druze libanaise

« Le discours du président syrien ouvre des horizons positifs à la suite des décisions prises il y a quelques jours par la direction du Baas en vue de susciter des changements structurels et essentiels qui, s'ils sont mis en œuvre avec sérieux, serviraient l'intérêt du peuple syrien et contribueraient à consacrer l'unité nationale syrienne et la stabilité intérieure de la Syrie. La Syrie traverse, à l'instar de toute la région arabe, une phase délicate qui impose une lecture calme de tous les développements politiques et des changements à venir. Tout le monde doit faire preuve d'un sens élevé des responsabilités de façon à préserver la stabilité de la région et d'empêcher qu'elle ne glisse vers l'anarchie, la division et l'effritement, mais aussi à satisfaire les aspirations des peuples arabes en matière de liberté, de démocratie et de justice sociale.

À ceux qui, au Liban, suivent avec fièvre les événements de Syrie, il faut rappeler que la sécurité du Liban est tributaire de celle de la Syrie et que la stabilité dans ce dernier pays sert l'intérêt national libanais. »



Source **New Orient News (Liban)**
Les articles de cet auteur 

Announces Google